

Convention collective

IDCC : 9471. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES**
(LOT-ET-GARONNE)
(12 juillet 1983)

(Etendue par arrêté du 7 mars 1984,
Journal officiel du 18 mars 1984)

AVENANT N° 103 DU 13 NOVEMBRE 2008

NOR : *AGRS0997072M*

IDCC : 9471

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles ;
Le syndicat départemental des entrepreneurs de travaux agricoles, des
entreprises des territoires ;
La fédération départementale des CUMA ;
Le syndicat coordination rurale de Lot-et-Garonne,

D'une part, et

L'union départementale CFDT ;
L'union départementale CGT ;
L'union départementale CFTC ;
L'union départementale CGT-FO ;
Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 30.2 « Régime complémentaire de prévoyance : garantie de rémunération en cas de maladie et d'accident » de la convention collective du travail du 12 juillet 1983 de Lot-et-Garonne est modifié comme suit :

Partie « 2. Garantie incapacité temporaire de travailleurs ».

Au premier paragraphe, 2^e alinéa, entre les mots « 70 % du même salaire » et « tant que dure le versement des indemnités journalières légale (1 095 jours maximum) », sont ajoutés les mots « en cas d'arrêt d'origine privée ou 85 % du même salaire en cas d'arrêt de travail d'origine professionnelle ».

Au deuxième paragraphe, 1^{er} alinéa, les mots « carence de 10 jours » sont supprimés et remplacés par « carence de 7 jours ».

Partie « 4. Cotisation ».

Au deuxième paragraphe, la 2^e phrase « La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale résultant de l'article 7 de l'accord national interprofessionnel du 10 décembre 1977 (soit 0,28 %), ainsi que les cotisations dues pour le financement des prestations complémentaires en cas d'accident du travail (soit 0,10 %) » est supprimée et remplacée par : « La part patronale de la cotisation incapacité de travail comprend le financement de la garantie légale de maintien de salaire due par l'employeur en cas de maladie ou d'accident de ses salariés, prévue par les articles L. 1226-1, D. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail, soit 0,43 %. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2009.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé, en 5 exemplaires, au service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de Lot-et-Garonne.

Fait à Agen, le 13 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)